

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 FEVRIER 2016

Nombre de Conseillers : 19		
Numéro délibération :	1 à 15	16 et 17
Nombre de présents :	13	12
Nombre de pouvoirs :	4	4

L'an deux mille seize et le vingt-deux février, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Élisabeth, BERGEZ Danielle, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, Conseillère Municipale déléguée ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Éric, PALDACCI-UVERNET Antony, RNET-YAGUE Delphine.

Absents et excusés :

**LAMBERT Éliane (pouvoir à UVERNET Gabriel),
SILVA Alain (pouvoir à GARCIA Éric),
SCHLICHTER Danièle (pouvoir à DIETRICH WEISS Élisabeth),
ZAMORA Jean-Luc (pouvoir à RNET-YAGUE Delphine),
RNET-YAGUE Delphine (pouvoir à PELLERIN Annick) à compter du point n°16.
BESSONE Éric,
LESUEUR Frédéric.**

M. LE MAIRE souhaite la bienvenue à M. BERTHIAUX Lucien.

M. BERTHIAUX le remercie ainsi que tous les membres du conseil lui ayant souhaité la bienvenue. Il souhaite préciser que « la démission des autres élus de la minorité ne constitue pas un refus de leur part d'exercer leur mission de conseiller municipal mais que c'est le résultat d'une concertation. En effet, ayant assisté à toutes les séances des Conseils Municipaux, mes colistiers ont jugé que j'étais le mieux à même d'assurer cette mission ».

M. LE MAIRE remercie M. BERTHIAUX pour cette explication.

Arrivée de M. GARCIA Éric et Mme RNET-YAGUE Delphine à 18h10.

Désignation du secrétaire de séance : M. BERTHIAUX Lucien

Adoption du compte rendu : Adopté sans observations.

Lecture des décisions :

- **Marché public Assurances 015/S02**

- **Fourniture, Installation, Mise en œuvre et maintenance de système de vidéoprotection de la commune Le Thoronet 015/F02**

M. LE MAIRE précise qu'il a chargé M. MARTIN de réaliser le suivi et le contrôle de ce marché.

- **Avenant n° 4 « Révision du plan local d'urbanisme et prolongation de mission ».**

M. LE MAIRE indique « j'ai arrêté pendant 4 ans, car longtemps je voulais que les zones N.B. (exemple : Peyrines, les Rimades etc.) puissent encore se construire, en respectant le cadre de vie que recherche tout thoronéen, c'est-à-dire avec un minimum d'espace entre les uns et les autres. Aujourd'hui avec les lois S.R.U. et A.L.U.R. c'est impossible. J'ai essayé par tous les moyens de pouvoir trouver une solution, nous sommes obligés par les objectifs du S.C.O.T. et nous ne devons pas dépasser 2 800 habitants.

Je vous proposerai que ces zones ne soient plus constructibles, la loi A.L.U.R. nous l'impose. Seuls les agrandissements, les extensions et les annexes (telles que piscine, garages) seront autorisées. Tous les terrains de ces zones qui ne seront pas bâtis dans ces zones ne pourront plus l'être.

En outre, il faut entériner notre P.L.U. le plus tôt possible avant la fin de l'année car au-delà, sans adoption de ce P.L.U., ce sera l'État qui gèrera notre territoire ; en attendant ensuite le P.L.U. intercommunal ».

Mme BERTHIAUX : « Est-ce qu'il y a un avantage d'aller au P.L.U. intercommunal ? ».

M. BOISBOURDIN : « En mars 2017, si nous ne réalisons pas le P.L.U., nous serons en règlement national d'urbanisme et c'est l'État qui décidera de tout. Il faut donc absolument décider de notre P.L.U. avant la fin de l'année.

- **Attribution du marché public 016/S01 « Assistance juridique et représentation de la Commune auprès des juridictions ».**

- **Décision d'ester en justice : Contentieux commune du Thoronet C/SDIS du Var :**

M. LE MAIRE explique : « Nous sommes plusieurs Communes à aller en Justice, le Thoronet s'est vu attribuer une augmentation de plus de 300 %. De nombreuses Communes (Solliès-Pont, Cabasse, Néoules ...) se sont lancées dans la même procédure, en appui avec l'Association des Maires Ruraux du Var.

Le Budget du S.D.I.S. est de 58 millions d'euros, les salaires représentant 80 % de ce budget.

Mme DIETRICH-WEISS rend compte de la réunion à l'Association des Maires ruraux du Var à laquelle elle a assisté : « de nombreuses petites Communes refusaient une telle augmentation et demandaient à ce qu'un audit soit réalisé au niveau du S.D.I.S. Il avait été répondu positivement, cependant, quelques semaines plus tard, les Communes recevaient une lettre recommandée avec AR pour mise au paiement des nouvelles

sommes. Ils nous disent qu'il n'y a qu'à payer et ensuite on reverra les calculs. Hors, il fallait attaquer en Justice avant le 18/02/16 ».

M. GARCIA : « Il y a deux problèmes, un problème de coût mais c'est surtout la nouvelle répartition qui s'est réalisée et qui a pénalisé certaines Communes au profit d'autres ».

Mme DIETRICH-WEISS « Le Thoronet n'a pas de caserne sur son territoire et Toulon qui en a plusieurs, connaît une baisse, en comparaison de la population ».

M. LE MAIRE : « Si le S.D.I.S. revient sur sa position, le recours sera immédiatement retiré ».

M. LE MAIRE reporte le point n° 17 « *Modification délibération du 04/04/2012 «Instauration d'indemnités d'astreinte », suite à l'arrêté NOR INTA1523834A », en attente de la validation du Comité Technique Partiaire du Centre de Gestion 83.*

1. <u>DEMANDE DE D.E.T.R. 2016 REVÊTEMENT DU SOL EXTÉRIEUR DE L'ÉCOLE MATERNELLE LUCIE AUBRAC AVEC AIRE DE JEUX COUR EXTÉRIEURE</u>
--

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que les enfants de maternelle s'adonnent à leurs jeux de récréation sur un sol extérieur qui doit être rénové.

Il est indispensable dès lors de procéder à la réfection du revêtement, préalable obligatoire avant de réaliser le coulage de la dalle de sol souple. Dès lors, d'autres jeux pourront venir compléter ceux déjà mis en place.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 39 845.16 € H.T.

Monsieur le Maire propose le plan de financement du projet comme suivant :

Subvention D.E.T.R. 2016 sollicitée	15 938.06 €
Autofinancement	23 907.10 €
Total du budget prévisionnel de l'opération	39 845.16 €

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE**

ARTICLE UNIQUE : De charger Monsieur le Maire de réaliser le dossier de demande de subvention D.E.T.R. 2016 auprès de Monsieur Le Préfet du Var pour un montant de 15 938.06 €.

Adopté à l'unanimité

M. LE MAIRE indique qu'au cours de son entrevue avec M. LE SOUS-PRÉFET, ce dernier a fait savoir qu'il ne subventionne que les grands projets et que ceux présentés par le Thoronet sont trop petits.

2. DEMANDE DE D.E.T.R. 2016 AMÉNAGEMENT D'UN TROTTOIR AU SEIN DU PÉRIMÈTRE URBAIN PERMETTANT DE SE RENDRE EN SÉCURITÉ AU GROUPE SCOLAIRE « LUCIE AUBRAC »

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que la commune connaît une forte croissance de sa population, notamment par la venue de jeunes couples avec des enfants ; nombre d'entre eux habitent en périphérie immédiate du centre urbain et se rendent à pied jusqu'au groupe scolaire Lucie Aubrac. Les familles avec jeunes enfants longent en centre urbain une départementale (RD 17) qui ne dispose d'aucun aménagement garantissant leur sécurité durant leur trajet.

Afin de palier à cet état de fait et de permettre aux thoronéens de pouvoir se rendre en centre ville en toute sécurité, la commune prévoit de réaliser la sécurisation des piétons se rendant à l'école maternelle et au village par la réalisation d'un trottoir route de Lorgues RD 17 au sein de l'agglomération thoronéenne.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 21 916.80 € H.T.

Monsieur le Maire propose le plan de financement du projet comme suivant :

Subvention D.E.T.R. 2016 sollicitée	8 766.72 €
Autofinancement	13 150.08 €
Total du budget prévisionnel de l'opération	21 916.80 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De charger Monsieur Le Maire de réaliser le dossier de demande de subvention D.E.T.R. 2016 auprès de Monsieur Le Préfet du Var pour un montant de 8 766.72 €.

Adopté à l'unanimité

Mme BERTHIAUX : « Entre la RD 17 et le village, ce qui a été prévu est un trottoir, une rambarde est-elle prévue ? Quand on vient de Beylesse jusqu'au village, des poteaux en bois se désagrègent et le macadam s'abîme ».

M. LE MAIRE : « Je vais bientôt recevoir le Chef des routes du Conseil Départemental. Je lui rappellerai la problématique des rambardes en bois ».

3. ARTICLE L1612-1 DU C.G.C.T : AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT À HAUTEUR DE 25% DU BUDGET PRINCIPAL 2015

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code Général des Collectivités territoriales :

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de :

Montant des crédits ouverts au B.P. budget principal 2015 hors remboursement de dettes, en € T.T.C.	779 176,10 €
Montant pouvant être affecté en € T.T.C.	193 794 €

Monsieur le Maire présente les dépenses d'investissement par chapitre et articles :

DESIGNATION	ART/CHAP.	MONTANT TTC
PAUL-CAMAIL Florence Architecte – Changement destination d'un local commercial en vue de créer une salle des fêtes	C/2181	705.60 €
GEOS URBA Bureau d'Etude – Assistance – Domaine Public Relevé RD17	C/2112	480.00 €
Eurovia – M.P 013/T03 Programme voirie	C/2151	20 400.00 €
TOTAL CHAPITRE		21 585.60 €

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE**

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses indiquées ci-après, pour un montant total de 21 585,60 T.T.C., le vote étant réalisé par chapitre.

ARTICLE SECOND : Que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif lors de son adoption.

Adopté à l'unanimité

M. LE MAIRE expose que Mme CAMAIL est l'architecte qui réalise le projet de la future salle des fêtes.

Le bureau d'étude GEOS URBA quant à lui intervient afin de situer l'emplacement de la route avec l'accord du Conseil Départemental.

Enfin, les 20 400 € de travaux correspondent à un acompte pour le marché public 2013 programme voirie.

Un contentieux est en cours car l'entreprise fait valoir des prix forfaitaires et n'a pas réalisé l'ensemble des prestations. Dès lors, ce montant correspond à ce qui a été effectivement réalisé et la société a attaqué pour obtenir la totalité des sommes, alors qu'elle n'a pas effectué tous ses engagements.

M. GARCIA : « S'agissant de la salle polyvalente, avez-vous eu des nouvelles de ce dossier ? ».

M. LE MAIRE : « Nous avons pris un rendez-vous avec notre nouveau bailleur, la Banque Populaire Côte d'Azur, pour revoir les conditions du contrat.

En effet, je vous rappelle que par un montage juridique, le créancier de la SCI Santa Rosa a racheté lui-même par le biais d'une de ses filiales le bien pour 770 000€ hors frais annexes.

Un rendez-vous a été demandé avec un délai de réponse laissé jusqu'au 10 mars 2016.

M. BERTHIAUX : « Le contrat actuellement en vigueur est-il un contrat de location ou de location vente ? »

M. LE MAIRE répond qu'il s'agit d'un contrat de location commerciale pour 9 ans, avec résiliation triennale.

M. BERTHIAUX : « Quels sont les montants déjà engagés au niveau des travaux ? ».

M. LE MAIRE : « Il n'a rien été engagé hormis du matériel qui est en dépôt et les frais d'architecte ».

Mme BERTHIAUX : « On ne peut donc pas utiliser le local ? »

M. LE MAIRE : « Si, bien sûr, mais nous attendons le résultat de la négociation prochaine avec la Banque Populaire avant d'engager des frais ; soit on renégocie le bail, soit on renégocie une location vente, soit on négocie un achat. Voilà pourquoi nous mettons les travaux en attente.

Mme BERTHIAUX : « Par rapport à la sécurité, peut on utiliser cette salle ? ».

M. LE MAIRE : « Actuellement non, on ne peut pas telle qu'elle est mais c'est temporaire et on vous proposera des choix suite à la rencontre avec le nouveau propriétaire ».

Mme BERTHIAUX : « On devrait peut-être alors enlever de la signalétique communale indiquant la salle polyvalente ».

Mme PELLERIN : « Oui, cela est prévu ».

<u>4. ARTICLE L1612-1 DU C.G.C.T : AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT À HAUTEUR DE 25% DU BUDGET EAU POTABLE 2015</u>
--

M. BUISINE, Premier Adjoint délégué aux finances, rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code Général des Collectivités territoriales.

M. BUSIINE propose donc au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de :

Montant des crédits ouverts au B.P. budget annexe de l'eau 2015 hors remboursement de dettes en € H.T.	65 580.00 €
Montant pouvant être affecté en € H.T.	16 395.00 €

M. BUISINE présente les dépenses d'investissement par chapitre et articles :

DESIGNATION	ART/CHAP.	MONTANT H.T.
Armoire électrique	C/2156	6 982.15 €
Reprise coffret électrique	C/2156	1 648.00 €
TOTAL CHAPITRE		8 630.15 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses indiquées ci-après, pour un montant total de 8 630,15 € H.T., le vote étant réalisé par chapitre.

ARTICLE SECOND : Que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif lors de son adoption.

Adopté à l'unanimité

M. MARTIN explique qu'il s'agit du surpresseur de Mappe. « La Commune dispose de deux pompes qui sont commandées alternativement par une armoire électrique et nous devons absolument la remplacer ».

En outre, le coffret électrique se situe au carrefour des Codouls, il a reçu un choc par un véhicule d'un conducteur qui n'a pas laissé son adresse, l'assurance ne prend pas en charge donc il faut le remplacer.

5. TRÉSOR PUBLIC ET MODIFICATION DÉLIBÉRATION DU 28/04/2014 PORTANT AUTORISATION PERMANENTE DE POURSUITE

M. BUISINE, Premier Adjoint délégué aux finances donne lecture de la délibération.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider les seuils tels que désignés ci-après, dans le cadre des poursuites en recouvrement des produits communaux (tout budget confondu)

Modalité de poursuite	Seuils des produits communaux, toutes créances confondues du débiteur, en Euros T.T.C.
Lettre de rappel Non valeur après lettre de rappel et mise en demeure de payer	Dès le 1 ^{er} €
Opposition tiers détenteur auprès de l'employeur	Dès le 1 ^{er} €
Opposition tiers détenteur auprès de la Caisse d'Allocations Familiales	Dès le 1 ^{er} €
Opposition sur compte bancaire	Dès 130 €
Saisie par voie d'huissier	Dès 500 €

ARTICLE SECOND : Après constatations des procédures infructueuses du Centre des Finances Publiques, lorsque les titres anciens (+ de 4 ans) n'ont pu être recouvrés, les sommes seront admises en non valeur.

ARTICLE TROISIEME : que la présente délibération remplace la délibération du 28/04/2014 « Trésor Public et autorisation permanente de poursuite » dès sa publication.

Adopté à l'unanimité

Mme RONET-YAGUE indique que « si c'est le parent qui est allocataire, c'est l'enfant qui est bénéficiaire ; il est donc logique que les allocations soient utilisées en priorité pour les enfants ».

M. BOISBOURDIN : « Nous pouvons remercier M. BUISINE pour son action ».

6. CRÉATION COMMISSION MUNICIPALE « ASSISTANCE DU TRÉSOR PUBLIC POUR LE RECOUVREMENT DES CRÉANCES MUNICIPALES »

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que le conseil municipal dispose d'une totale liberté dans la création des commissions.

Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil. Elles sont convoquées par le Maire, qui en est le président de droit.

Les membres sont désignés par vote à bulletin secret, cependant, le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Monsieur le Maire rappelle que la Commune connaît un montant d'impayés très lourd, impactant très fortement le budget municipal et sa trésorerie et lèse donc les actions publiques pouvant être mises en œuvre par la collectivité au profit de ses administrés tels que des investissements.

Ces impayés portent sur la contrepartie financière du service public local restant dûe par les usagers malgré l'établissement des factures ; ces dernières sont liées principalement à la scolarité primaire (cantine, garderie), à la petite enfance et à la jeunesse (micro-crèche, maison des jeunes) ou au service des eaux.

Monsieur le Maire explique qu'il ne pouvait jusqu'en octobre 2015 que constater la lenteur des procédures de mise en recouvrement, mission exclusive du Trésor Public. Désormais, un fonctionnaire d'État est dédié à cette mission pour les 4 communes du ressort de la Trésorerie de Lorgues.

Considérant qu'il convient de développer et soutenir les actions menées par le Trésor public notamment pour le recouvrement des impayés, il est proposé au conseil municipal de créer une commission « assistance du Trésor public pour le recouvrement des créances municipales », pour une durée d'un an.

L'objet de cette commission sera de prendre contact avec les débiteurs de la Commune afin de leur rappeler leurs obligations financières et les diriger vers le C.C.A.S. et les autorités sociales si leur situation l'exige.

Monsieur le Maire propose de composer la Commission sans faire appel aux bulletins secrets.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De créer une commission municipale « assistance du Trésor public pour le recouvrement des créances municipales » pour une durée d'un an pour mener à bien la mission précitée.

ARTICLE SECOND : De nommer, outre Monsieur le Maire, Président de droit, cinq membres de ladite commission en respectant la représentation de l'assemblée soit 3 membres de la majorité et 2 membres de la minorité.

ARTICLE TROISIEME : De ne pas procéder aux nominations par vote à bulletin secret.

ARTICLE QUATRIEME : De désigner les membres de la commission municipale « assistance du Trésor public pour le recouvrement des créances municipales » :

MEMBRES DE LA MAJORITE MUNICIPALE	MEMBRES DE LA MINORITE MUNICIPALE
<ul style="list-style-type: none"> - Mme PELLERIN Annick - Mme RONET-YAGUE Delphine - M. BUISINE Serge 	<ul style="list-style-type: none"> - Mme BERTHIAUX Françoise - M. BERTHIAUX Lucien

Adopté à l'unanimité

M. LE MAIRE rappelle que la Commission ne pourra pas réaliser d'écrits mais prendre contact avec les débiteurs. Seul le Trésor Public peut réaliser les actions écrites, envers la C.A.F., l'employeur et la Banque.

Mme BERTHIAUX indique que « La minorité constate une avancée positive ; en effet, M. LE MAIRE vous étiez opposé au début de ce mandat à la création des commissions et vous nous avez indiqué du reste que cela ne fonctionnait pas ».

M. LE MAIRE : « Je ne reviens pas sur ce qu'il a été dit auparavant ».

Mme BERTHIAUX : « Nous sommes favorables au recouvrement des impayés, c'est assez conséquent mais j'ai une seconde question qui porte sur la Commission d'accompagnement des débiteurs créée par le C.C.A.S. et sur son devenir ».

M. LE MAIRE répond « Bien que le conseil municipal n'ait pas à se prononcer sur les actions du C.C.A.S., qui est un établissement public à part entière, je souhaite rappeler ici que la Commission C.C.A.S. a une vocation sociale et la commission sociale se fait le relai social en aidant les personnes en difficulté par l'attribution si nécessaire d'aides en natures (par des bons), en relayant auprès du département les dossiers à traiter à travers l'action de l'assistante sociale et en aiguillant les personnes vers les associations caritatives telles que les restos du Cœur.

La Commission municipale des impayés ne gère en rien le volet social, il s'agit de réaliser une étude financière et mettre tout en œuvre en cohésion avec le Trésor public pour recouvrir le maximum d'impayés, ne croyons pas que les 300 000 euros de dette résultent uniquement de personnes en difficultés mais surtout de mauvais payeurs ».

Mme BERTHIAUX : « Comment va travailler cette commission ? »

M. LE MAIRE : « La Commission aura accès au registre et chaque membre devra respecter le caractère confidentiel obligatoire ».

M. BUISINE : « La commission dès sa création va se réunir pour définir un protocole, chacun fera ses propositions ».

Mme RONET-YAGUE : « Il y aura un aiguillage, il n'y a pas de contradictions avec la commission C.C.A.S. Il y aura un processus normé, encadré avec un schéma coordonné, ce n'est pas complexe. Il faut simplement travailler en amont. Le contact amiable fonctionne bien d'ores et déjà avec les professionnels et on peut valablement espérer que cela fonctionne pour les particuliers ».

M. BUISINE : « Il s'agit d'un travail qui nécessite beaucoup de sérieux et d'un suivi important ».

Mme BERGEZ : « Voilà tout l'intérêt que représente l'embauche de cet agent au Trésor Public car jusqu'à présent, les tableaux fournis étaient obsolètes ou incomplets ».

<p><u>7. INDEMNITÉ DE CONSEIL ET GESTION ALLOUÉE AUX COMPTABLES DU TRÉSOR CHARGÉS DES FONCTIONS DE RECEVEURS DES COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX</u></p>

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'attribuer à Monsieur Thierry PONSARD, receveur municipal en poste du 05/06/2015 au 31/12/2015, l'indemnité de conseil et gestion allouée aux comptables du Trésor chargés des fonctions de Receveurs des Communes et Établissements Publics locaux, avec application d'un taux de 100%.

ARTICLE SECOND : D'attribuer à Madame Dominique CAFFAREL, receveur municipal en poste à compter du 01/01/2016, l'indemnité de conseil et gestion allouée aux comptables du Trésor chargés des fonctions de Receveurs des Communes et Établissements Publics locaux avec application d'un taux de 100%.

Adopté à l'unanimité

<p><u>8. MISE EN APPLICATION DU DÉCRET 2015-1904 : MODIFICATION RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES MARCHÉS PUBLICS ADOPTÉ LE 22/12/2014</u></p>

Vu le décret n°2015-1904 du 30 décembre 2015 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics et autres contrats de la commande publique.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer et d'appliquer comme ci-après les procédures dans le cadre d'un marché réalisé en procédure adaptée :

S'agissant de Marchés et accords-cadres de travaux

MONTANT DU MARCHE	PUBLICITE	PROCEDURES DE PASSATION
Inférieur à 25 000 € HT	Dispense de publicité	Sans publicité ni mise en concurrence préalables mais respect des principes énoncés dans la fiche Direction des affaires juridiques « achats de moins de 15 000 € H.T. » : <ul style="list-style-type: none"> - choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; - respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; - ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.
de 25 000 € HT et inférieur à 45 000 € HT	Panneau d'affichage de l'Hôtel de ville, publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr), demandes établies par fax.	Règle de demandes écrites de cinq devis minimum : <ul style="list-style-type: none"> - formulées de manière identique, - avec indication d'un délai de remise - (d'une semaine minimum), - précisant les critères de jugement de l'offre.
de 45 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT	Publicité « adaptée » (au minimum panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr))	Procédure adaptée (dont délai de remise des offres adapté au marché, critères de choix, avis consultatif de la C.A.O.)
entre 90 000 et 5 225 000 € HT	Avis d'appel public à la concurrence publié dans un JAL ou au BOAMP et si nécessaire dans un journal spécialisé, panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr)	

Marchés et accords-cadres de fournitures et de services

MONTANT DU MARCHÉ	PUBLICITE	PROCEDURES DE PASSATION
Inférieur à 25 000 € HT	Dispense de publicité	Sans publicité ni mise en concurrence préalables mais respect des principes énoncés dans la fiche Direction des affaires juridiques « achats de moins de 15 000 € H.T. » : <ul style="list-style-type: none">- choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ;- respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ;- ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.
de 25 000 € HT et inférieur à 45 000 € HT	Panneau d'affichage de l'Hôtel de ville, publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr), demandes établies par fax.	Règle de demandes écrites de cinq devis minimum : <ul style="list-style-type: none">- formulées de manière identique,- avec indication d'un délai de remise (d'une semaine minimum),- précisant les critères de jugement de l'offre.
de 45 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT	Publicité « adaptée » (au minimum panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr))	Procédure adaptée (dont délai de remise des offres adapté au marché, critères de choix, avis consultatif de la C.A.O.)
entre 90 000 et 209 000 € HT	Avis d'appel public à la concurrence publié dans un JAL ou au BOAMP et si nécessaire dans un journal spécialisé, panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr)	

BOAMP : Bulletin officiel des annonces des marchés publics /JAL : journal d'annonces légales

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération prendra effet dès sa publication.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur Le Maire de veiller à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

**9. TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES : ABROGATION
DU DÉGRÈVEMENT DE LA TAXE AFFÉRENTE AUX PARCELLES
EXPLOITÉES PAR DE JEUNES AGRICULTEURS ET ANNULATION DE LA
DÉLIBÉRATION DU 09/11/2015 PORTANT SUR LE MÊME OBJET**

Par courrier en date du 13/01/2016, Monsieur le sous-Préfet informe Monsieur le Maire que la délibération du 26/06/1997 (transposée dans le registre municipal des délibérations), objet de la délibération du 09/11/2015, n'a pas été transmise au contrôle de légalité à l'époque, ni enregistrée dans les applications de la Direction Départementale des Finances Publiques (D.D.F.I.P.). Dès lors le fondement juridique ne peut être appliqué.

Cependant, une délibération du 27/05/1999 continue à poursuivre ses effets, visant dans sa troisième partie l'exonération des jeunes agriculteurs.

Vu l'article 1647-00 bis du code général des impôts,

Considérant la délibération du 27/05/1999 portant « Exonération de certains impôts directs locaux » qui dispose dans son article 3 : « *DECIDE le dégrèvement, à la charge de la Commune, et pendant une période maximum de 5 ans à compter de leur installation, de 50 % des cotisations de taxe foncière non bâtie dues pour les parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs installés à compter du 1^{er} janvier de l'année de la délibération et qui bénéficient de la dotation d'installation. Le dégrèvement des 50 % restant est :*

1. de droit

2. à la charge de l'État ».

Considérant la lettre d'observations de Monsieur le sous-Préfet visée ci-avant, M. GARCIA demande un vote par article.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'annuler la délibération du 09/11/2015 portant sur « Taxe foncière sur les propriétés non bâties-annulation du dégrèvement de la taxe afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs » suite à la lettre d'observations de Monsieur le sous-Préfet sus visée.

Adopté à l'unanimité

ARTICLE SECOND : D'assujettir à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, les parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs.

Adopté à la majorité

(Contre : Mme BERTHIAUX Françoise, M. BERTHIAUX Lucien, M. GARCIA Eric
et son pouvoir)

ARTICLE TROISIEME : D'abroger l'article 3^{ème} susvisé, inscrit au sein de la délibération du 27/05/1999 portant « Exonération de certains impôts directs locaux » s'agissant du dégrèvement au profit des parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs.

Adopté à la majorité

(Contre : Mme BERTHIAUX Françoise, M. BERTHIAUX Lucien, M. GARCIA Eric
et son pouvoir)

ARTICLE QUATRIEME : De charger Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Adopté à l'unanimité

<p><u>10. ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DU 09/11/2015 « MISE EN APPLICATION DE LA TAXE D'HABITATION SUR LES LOGEMENTS VACANTS »</u></p>
--

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée délibérante sa délibération du 09/11/2015 ayant pour objet « Mise en application de la taxe d'habitation sur les logements vacants ».

Par lettre recommandée avec accusé de réception du 13 janvier 2016, Monsieur le sous-Préfet a sollicité Monsieur le Maire afin que la délibération soit établie selon un modèle fourni en annexe de ladite lettre et qu'il soit impérativement inscrit « *En cas d'imposition erronée liée à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la collectivité* »

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'annuler la délibération du 09/11/2015 portant sur la « Mise en application de la taxe d'habitation sur les logements vacants »,

ARTICLE SECOND : de Charger Monsieur le Maire d'informer Monsieur le sous-Préfet.

Adopté à la majorité des membres présents

(Abstention : M. BOISBOURDIN Philippe)

11. ASSUJETTISSEMENT DES LOGEMENTS VACANTS À LA TAXE D'HABITATION

Le Maire expose les dispositions de l'article 1407 bis du code général des impôts permettant au conseil municipal d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation.

Il rappelle les conditions d'assujettissement des locaux et les critères d'appréciation de la vacance et précise qu'en cas d'imposition erronée liée à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la collectivité.

Vu l'article 1407 bis du code général des impôts,

Considérant l'intérêt que revêt l'assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation,

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation.

ARTICLE SECOND : de Charger Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Adopté à la majorité des membres présents

(Contre : Mme DIETRICH-WEISS Élisabeth et son pouvoir, Mme BERGEZ Danielle,
M. MARTIN Alain)

(Abstentions : M. BOISBOURDIN Philippe, Mme TAXI Odile)

Ces élus indiquent qu'ils ne sont pas opposés à l'assujettissement des logements vacants mais ne souhaitent pas que les erreurs d'appréciation de vacances soient à la charge de la Commune.

12. ADOPTION DU RAPPORT N°2 DE LA C.L.E.C.T. DU 27/10/2015

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la Communauté de Communes Cœur du Var a instauré au 01.01.2015 la fiscalité professionnelle unique (F.P.U.).

A ce titre a été créée la commission locale d'évaluation des charges transférées qui doit obligatoirement se réunir dans l'année qui suit l'instauration de la F.P.U..

Cette commission est chargée notamment de fixer les attributions de compensations définitives, des éventuelles dérogations aux attributions de compensation, et des charges transférées à l'occasion de tout nouveau transfert de compétence.

Conformément à la réglementation, tout versement, notamment de C.F.E relative à l'exercice 2014 doit être intégrée dans les attributions de compensation.

A ce sujet, la D.D.F.I.P a versé aux communes au mois de juin 2015, lors de rôles supplémentaires des sommes correspondant à la cotisation foncière des entreprises (C.F.E) relatives à l'exercice 2014.

Elles concernent :

- La commune du Cannet-des-Maures pour un montant de **141 613 €**.
- La commune du Luc-en-Provence pour un montant de **8 784 €**.
- La commune de Puget-Ville pour un montant de **204 €**.

La C.L.E.C.T réunie le 27/10/2015 a adopté le Rapport N°2 qui prend en compte ces sommes.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2014/111 du 28 octobre 2014 instaurant la F.P.U.,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2014/122 du 01 décembre 2014 créant la C.L.E.C.T.,

Vu le rapport n°2 de la CLECT du 27 Octobre 2015.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le rapport n°2 de la CLECT du 27/10/2015 modifiant le montant des attributions de compensation.

Adopté à l'unanimité

<u>13. AVENANT N° 1 À LA CONVENTION D'ORGANISATION ET DE FINANCEMENT DES TRANSPORTS</u>
--

Vu l'article L213-11 du Code de l'Education,

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le Département a la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du transport des élèves sur son territoire, il prend en charge les coûts de cette organisation.

Il s'agit d'une compétence obligatoire du Département ; cependant ce dernier peut confier par convention tout ou partie de l'organisation des transports scolaires à des communes, qui sont dénommées Autorité Organisatrice de Second rang.

La Commune se présente comme le relais local pour les élèves de collège et de lycée ou leur famille.

Le département du Var sollicite la Commune pour la constitution d'un avenant n°1 relatif à la convention d'organisation et de financement des transports.

L'article 2 du dit avenant annexé à la présente délibération détermine les dispositions modifiées.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider l'avenant n°1 à la convention d'organisation et de financement des transports.

ARTICLE SECOND : Charge Monsieur le Maire de réaliser l'ensemble des formalités nécessaires pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

<p><u>14. ÉCHANGE FONCIER ENTRE LES PARCELLES CADASTRÉES C N°752 (PARTIE) ET C N°662 (PARTIE)</u></p>
--

Lecture de la délibération par M. MARTIN Alain.

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (C.G.P.P.P.), notamment son article L 1111-4,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment son article L 2241-1,

Vu le plan de bornage 12-121 dressé par le géomètre expert L. ROCHE, ci-annexé,

Vu l'avis du domaine n°2015-136V1704 estimant la valeur vénale de la totalité de la parcelle C n°752 (1531 m²) à 8 480 € soit 5,539 € par m², ci-annexé,

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu'une borne incendie a été implantée par erreur sur un terrain privé cadastré section C n°662 appartenant à Monsieur et Madame VINCENT Thierry.

Il convient de régulariser cet état de fait, considérant qu'un équipement public de sécurité ne peut être installé régulièrement sur une parcelle, sans l'accord de ses propriétaires.

En outre, le déplacement de ladite borne ne peut être envisagé car l'opération, réalisée en régie par les agents des services techniques, représenterait un coût de 1 265 € H.T. (hors agrégats et achats de petites fournitures) et nuirait à la bonne desserte des moyens de défense incendie du quartier.

Il apparaît dès lors indispensable d'acquérir l'assiette d'implantation de ladite borne incendie soit 12 m², conformément au plan de bornage 12-121 précité.

Cette opération est envisagée sous forme d'un échange de terrains sans soulte.

En effet, Monsieur le Maire rappelle que la Commune du Thoronet est propriétaire de la parcelle C n°752, d'une contenance de 1 531 m² lieu dit le régoulir ; ladite parcelle est concernée par l'emplacement réservé n°7 création et aménagement d'une voie communale quartier Clau Dane.

Il est ainsi souhaité, de détacher 88 m² de la parcelle cadastrée C n° 752 et de les céder à Monsieur et Madame VINCENT Thierry, conformément au plan de géomètre 12-121 visé ci-dessus ; ces 88 m² représentant une bande de terrain d'une largeur de 2,15 m² (au point le plus fort) longeant la parcelle C n°662 d'une part et le chemin existant d'autre part.

Le chemin existant implanté sur la parcelle C 752 est grevé d'un emplacement réservé qui demeurera d'une emprise minimum de 5 mètres après l'opération envisagée.

Considérant que ladite opération d'échange foncier représente un intérêt général fort et permettrait d'éviter des dépenses publiques inutiles.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De réaliser le détachement de 88 m² de la parcelle cadastrée C n°662 conformément au plan de bornage n°12-121 établi par le géomètre expert L. ROCHE.

ARTICLE SECOND : De réaliser l'échange foncier sans soulte entre la parcelle détachée d'une surface de 88 m² issue de la parcelle initiale cadastrée C n°662, propriété de la Commune du Thoronet et la parcelle détachée d'une surface de 12 m² issue de la parcelle initiale cadastrée C n°752, propriété de Monsieur et Madame VINCENT Thierry, tel que déterminé par le plan de bornage 12-121.

ARTICLE TROISIEME : D'autoriser Monsieur le Premier Adjoint, Serge BUISINE, à signer l'acte dressé en la forme administrative ainsi que tout document afférent à cet échange.

M. BOISBOURDIN précise que le prix au m² ne variant pas, on donne donc 76 m².

M. LE MAIRE répond par l'affirmative et lui rappelle les calculs suivants : 88 m² représentant la somme de 487,43 € et 12 m² la somme de 66,47 € soit une différence de 420,96 € ; bien moins onéreuse que le coût de déplacement estimé à 1 264 € H.T.

Adopté à l'unanimité

15. ADOPTION DU TABLEAU DES EFFECTIFS 2016

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant

Vu la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret d'application n° 88-145 du 15 février 1988,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal d'adopter le Tableau des effectifs détaillant le grade, l'emploi, le service d'affectation, le temps de travail en pourcentage et le statut des agents de la collectivité,

Considérant qu'il est prévu de réactualiser ce tableau annuellement pour suivre l'évolution qualitative et quantitative des effectifs,

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le tableau des emplois permanents de la collectivité, établi à la date du 1^{er} Février 2016.

Adopté à l'unanimité

*Départ de Mme RNET-YAGUE Delphine à 19h55 et donne pouvoir à Mme
PELLERIN Annick*

16. CONVENTION CADRE DE FORMATION CNFPT ANNÉE 2016

Mme DIETRICH-WEISS donne lecture de la délibération.

Monsieur Le Maire expose aux membres de l'Assemblée délibérante que la Commune du Thoronet est affiliée au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.)

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale est un établissement public, paritaire et déconcentré, au service des collectivités territoriales et de leurs agents. Il est chargé de la formation et de la professionnalisation de l'ensemble des personnels des collectivités locales (1,8 million d'agents), et de l'organisation de certains concours et examens de la fonction publique territoriale. Il propose également des services en matière d'emploi pour les cadres de direction des collectivités locales. Pour mettre en œuvre ces missions, les recettes de l'établissement sont principalement constituées par une cotisation obligatoire s'élevant à 0,9% de la masse salariale des collectivités locales.

Chaque commune peut demander au C.N.F.P.T. des prestations complémentaires à celles prises en charge dans le cadre de la cotisation, notamment, les actions de conseil, d'accompagnement de projet et d'orientation des agents, la formation des agents territoriaux sur des dispositifs non financés par la cotisation (par exemple la bureautique), la formation des personnels non cotisants (tels que les contrats aidés).

Ces prestations font préalablement l'objet d'un devis. Il convient aujourd'hui d'entériner la Convention Cadre de Formation.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider la Convention Cadre de Formation, au titre de l'année 2016, entre Le C.N.F.P.T. et La Commune de Le Thoronet.

ARTICLE SECOND : De déléguer à M. Le Maire le pouvoir de conclure ladite convention et de mettre en œuvre les actions qu'il jugera nécessaires.

Adopté à l'unanimité

<u>17. CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION DU VAR ET EXAMENS PSYCHOTECHNIQUES AU TITRE DE L'ANNÉE 2016</u>
--

Le Centre de Gestion du VAR propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévues aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

- Adjoint Technique Territorial de 2^{ème} Classe
- Adjoint Technique Territorial de 1^{ère} Classe

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le Centre de Gestion du Var.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Information de M. LE MAIRE :

- L'enduro du Var 2016 organisé par l'association Moto club du var, se déroulera les 2 et 3 avril prochain. Ces derniers sollicitent les membres du Conseil Municipal afin d'obtenir une aide exceptionnelle (matériel et financière).

Informations portant sur le sujet « d'être écolo à la Maison des Jeunes »

Mme BERTHIAUX : « Lors du dernier Conseil Municipal, il a été question d'être écolo à la Maison des Jeunes ».

Mme TAXI : « Une personne de la Communauté de Communes vient à la Maison des Jeunes pour travailler sur ce projet, une fois terminé ils nous le soumettront ».

- Mme BERTHIAUX demande l'avancée la mise en place des réseaux pédestres.

M. LE MAIRE indique qu'il lui semble que l'office du tourisme dispose déjà des brochures et le balisage est indiqué Rue St Félix, Rue Grande par des petites traits de couleur.

Mme PELLERIN indique que cela est fait par la Communauté de Commune et le balisage est réalisé avec une signalisation, même dans le village.

Mme BERTHIAUX : « Il serait alors bien de le dire alors dans l'Info Thoronet ».

Informations sur la parcelle AW 298

- M. BERTHIAUX : « Le 20/03/2015, le Conseil Municipal a décidé d'exercer son droit de préemption sur une parcelle AW 298 aujourd'hui nettoyée, y a t'il un projet ?

Mme TAXI : « L'association Sport et Nature propose de réaliser un jardin participatif. Nous avons reçu un courrier aujourd'hui. Ils ont établi des propositions mais rien n'est déterminé ».

M. BERTHIAUX : « Est-ce qu'il s'agit de la parcelle la plus adaptée ? »

Mme TAXI : « On doit aménager un peu ce terrain en créant des murs en pierre sous forme de restanque car le terrain est en pente. Le projet initial était des tables de pique-nique en attendant le P.L.U. car le terrain actuellement est inconstructible. Le devis initial était de 4 000 € ».

M. MARTIN : « Ce projet devra s'inscrire dans le projet des villages fleuris. Les membres de l'organisation des villages fleuris seront d'ailleurs reçus le 25 février 2016 ».

Informations sur les villages fleuris

Mme PELLERIN fait part de son étonnement s'agissant des villages fleuris, de ne pas avoir reçu de réponse suite à la candidature de la Commune du Thoronet pour l'obtention de la 1^{ère} fleur, que la réponse soit positive ou négative. Il en est de même pour les administrés ayant participé au concours des balcons fleuris et qui attendent une réponse.

La réunion permettra de déterminer les causes de la non obtention de la 1^{ère} Fleur et la Commune devra réaliser des choix financiers. Il faut noter tous les efforts d'embellissement engagés par la Commune jusqu'à aujourd'hui.

Mme BERGEZ regrette que seul le cœur du village soit l'objet d'un fleurissement et non les hameaux, les campagnes.

M. LE MAIRE lui indique que les centres des hameaux sont propriété privée, en patec et qu'il faut l'accord de l'ensemble des propriétaires pour réaliser un aménagement. Jusqu'alors il s'est toujours vu opposé un refus notamment aux Camails et aux Bertrands.

M. MARTIN attire également l'attention sur le fait que fleurir l'ensemble de la Commune représenterait un coût très important, notamment en terme de personnel.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h20.

Le secrétaire de séance

M. Lucien BERTHIAUX